

LETTRE D'INFORMATION

TRIMESTRIELLE



@ParadigmHQ

Janvier - Mars 2022



Dans ce numéro:

- DigiTalks avec Focus : Un nouveau plaidoyer pour le renforcement des droits numériques
- DRIF22 : Vers une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits.
- La première cohorte de bénéficiaires de LIFE au Sénégal est diplômée
- Le PIN sensibilise les acteurs grâce à sa Digital Rights Academy et à sa clinique de litige

LE COIN DES COMMUNAUTÉS

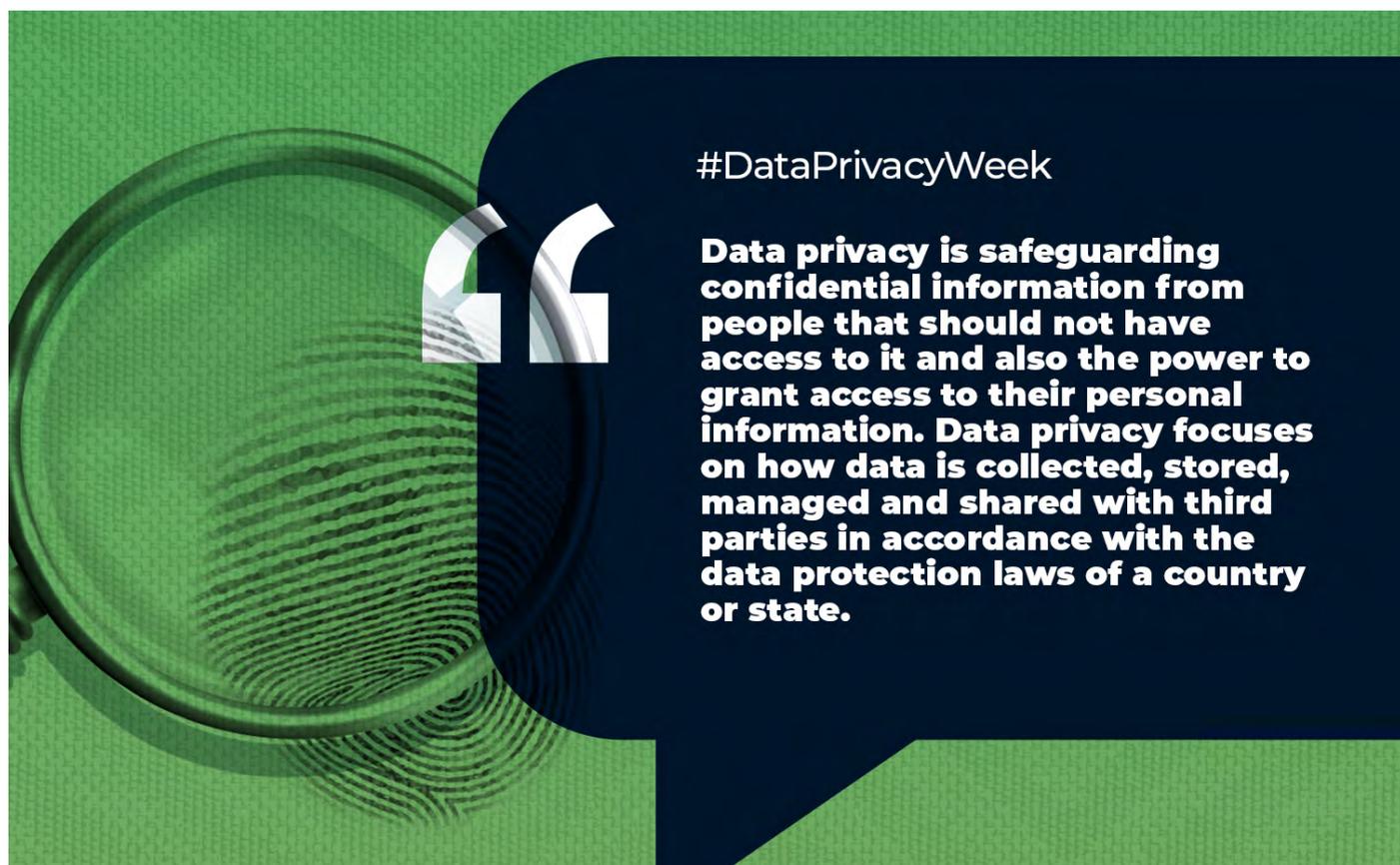
Semaine internationale de la confidentialité des données : L'état de la confidentialité des données en Afrique

Paradigm Initiative s'est joint à la communauté internationale pour commémorer la Semaine internationale de la confidentialité des données du 24 au 28 janvier. Dans le cadre de cette commémoration, nous avons tenu une conversation sur l'espace Twitter avec divers acteurs à travers l'Afrique sur le sujet. Écoutez les [enregistrements des espaces](#) Twitter.

La conversation a révélé qu'il y a un retard dans le traitement des données de la part des gouvernements, en plus de l'absence d'une législation spécifique pour la protection des

données. Dans toute l'Afrique, les gens sont confrontés à des problèmes similaires en termes de confidentialité des données, qui vont d'un manque de sensibilisation à ce que sont les données personnelles et à ce qu'implique le droit à la vie privée.

En conséquence, il a été recommandé que les autorités soient indépendantes du gouvernement pour faire appliquer les lois existantes. Nous avons également partagé divers rapports qui parlent de la protection des données et des institutions en place.



PARADIGM INITIATIVE

3rd March Ghana, 22nd February Uganda, 7th March Tanzania, 1st March Namibia, 15th February Cameroon, 17th February Malawi, 9th March Zambia, 18th February Kenya, 24th February DRC, 24th February Zimbabwe

2020 REPORT

FOCUS

DIGI-TALKS With FOCUS

www.paradigmhq.org

f t @ @ @ @ParadigmHQ

Digi-Talks avec Focus Tour:

Un nouveau plaidoyer pour le renforcement des droits numériques

Du 15 février au 18 mars, Paradigm Initiative a organisé une série de séances de sensibilisation aux droits numériques, appelées Digi-Talks with Focus, dans neuf pays africains, autour du court-métrage "Focus". Le film a tourné au Cameroun, au Malawi, au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Zimbabwe, au Ghana, en Tanzanie et en Zambie.

Chaque session comprenait la projection de Focus, un aperçu des conclusions du rapport Londa du pays concerné, une conversation ouverte sur l'état des droits numériques et de l'inclusion, et des débats visant à renforcer les droits numériques dans les pays hôtes.

Pour en savoir plus sur les Digi-Talks, [cliquez ici](#).

PARADIGM INITIATIVE

WOUNET

Paradigm Initiative in collaboration with Women of Uganda Network

Presents

DIGI-TALKS With FOCUS
In Uganda

LONDA UGANDA DIGITAL RIGHTS AND INCLUSION

2020 REPORT

FOCUS

9:00am

22nd February, 2022

Fairway Hotel, Kampala, Uganda

www.paradigmhq.org

f t @ @ @ @ParadigmHQ



Photos de Digitalks avec FOCUS dans 9 pays africains

Appel d'apprentissage du CNRC sur la liberté d'expression et la modération des contenus

Net Rights Coalition Webinar:

Balancing Freedom of Expression and Content Moderation



Tuesday 29th
March 2021



01:00 pm
WAT



The meeting will serve To provide a platform for understanding the human rights considerations arising from content moderation and to enhance the ability of members of the NRC to advocate for content moderation policies that promote human rights.

Moderator

Thobekile Matimbe
Community Manager, Paradigm Initiative.

Speakers

Nicola Aitken
Stakeholder Engagement
Manager, Meta.

Pdraig Hughes
Legal Director
Media Defence

Bulanda Nkhowani
Senior Officer, Programs
Paradigm Initiative

Nnenna Paul-Ugochukwu
Chief Operations Officer
Paradigm Initiative

Le premier webinar de la Net Rights Coalition, qui s'est tenu en mars, s'est penché sur le sujet : Équilibrer la liberté d'expression et la modération du contenu.

Nicola Aitken, de Meta, a donné le coup d'envoi de la session en expliquant les normes communautaires mises en place par Meta pour créer un espace d'expression pour les utilisateurs en utilisant les principes de confidentialité, de sécurité, d'authenticité et de dignité pour examiner le contenu partagé. Elle a également parlé des normes communautaires pour la modération du contenu de Meta, qui comprennent la suppression du contenu qui va à l'encontre des principes, la publication de rapports trimestriels qui traitent des violations du contenu pour cette période, et la réduction de la diffusion de fausses informations de faible qualité par une distribution limitée.

Nicola a également partagé les considérations de Meta en matière de droits de l'homme pour la modération de contenu, qui comprennent des engagements concernant les violations que les

défenseurs des droits numériques ont pu subir. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Pdraig Hughes de Media Defence, le deuxième intervenant du webinar, estime que les gouvernements ne devraient pas avoir le pouvoir total de régler le contenu des plateformes de médias sociaux s'il doit y avoir un équilibre entre la modération du contenu et la liberté d'expression.

Le webinar comportait également une présentation de Ripoti expliquant pourquoi il a été créé, comment il fonctionne et ce qui peut être signalé. Pour en savoir plus sur Ripoti, rendez-vous sur [.ripoti.africa](https://ripoti.africa).

DRIF22:

Vers une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits.

The banner features the Paradigm Initiative logo on the left, followed by the DRIF22 logo and the theme "Towards a digitally inclusive and rights respecting Africa". It highlights the dates for virtual sessions (12th April - 14th April) and in-person sessions (April 20th - May 20th). A large QR code is provided for registration, along with the link <https://bit.ly/Drif22>. The bottom section lists partners including the Kingdom of the Netherlands, UN Omidyar Network, Luminata, Wikimedia Foundation, and Ford Foundation.

Le Forum sur les droits numériques et l'inclusion (DRIF) - 2022 se déroule du 12 avril au 20 mai. Le thème de cette année est "Vers une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits".

Le DRIF est le rendez-vous annuel des droits numériques et de l'inclusion qui rassemble des organisations, des militants, des universitaires, des législateurs et des décideurs politiques partageant les mêmes idées au sein de l'écosystème numérique. Au cours du DRIF, les questions relatives à la sphère numérique en Afrique, telles que la confidentialité des données, l'Internet abordable, le genre et les TIC, les droits des personnes handicapées et les TIC, la surveillance de la santé pendant la période COVID-19 et les coupures d'Internet, sont débattues et discutées.

Les sessions virtuelles se dérouleront du 12 au 14 avril et du 20 avril au 20 mai, Paradigm Initiative et ses partenaires nationaux organiseront une série de 17 événements en personne en Namibie, au Malawi, en Zambie, au Zimbabwe, en Angola, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Cameroun, au Sénégal, au Sud-Soudan, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie, en Gambie, au Nigeria, en Somalie et au Ghana.

Le DRIF22 attend plus de 500 délégués et participants pendant 28 jours pour examiner son thème "Vers une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits" et l'état des droits numériques et de l'inclusion en Afrique à travers des sessions virtuelles et 17 sessions en personne. Inscrivez-vous et suivez les conversations DRIF22 [ici](#).

Afrique du Sud



Atelier de définition des politiques du DRL sur le droit et la politique de l'Internet

Avec le soutien du Département des droits de l'homme et du travail (DRL), et en partenariat avec les Bloggers de Zambie (une entreprise à but non lucratif travaillant dans le domaine de la gouvernance de l'Internet et des droits numériques, des droits et libertés des médias), nous avons organisé un atelier de deux jours sur la définition des politiques et du droit de l'Internet avec des OSC en Zambie.

Les sessions de l'événement ont tourné autour du contexte des politiques en matière de TIC en Zambie, des processus, des instruments, des lois et des principaux acteurs, tant locaux qu'internationaux, qui affectent l'élaboration des politiques en matière de TIC en Afrique, ainsi que de la loi sur les cybercrimes et la cybersécurité et d'autres lois qui affectent l'espace Internet en Zambie.

Les orateurs de l'événement ont appelé les membres du Parlement à légiférer au nom du peuple.

"La liberté d'expression est le moteur de la démocratie ; sans elle, la démocratie ne peut pas fonctionner."

En réponse, l'honorable Raphael Mabenga, président de la commission parlementaire sur les médias et les TIC, a déclaré : "Il est important que les OSC nous donnent autant d'informations que possible. Il y avait des lacunes dans le projet de loi qui a été adopté et elles doivent être corrigées. Les OSC poussent une porte ouverte, la commission est prête à les écouter. Il y a beaucoup de fausses nouvelles qui circulent et c'est très dommageable et les députés ne devraient pas adopter des lois qui vont leur profiter, mais plutôt des lois qui profiteront aux générations à venir."

Les participants ont ensuite été informés de certains des termes clés, des points positifs et négatifs des lois sur le cyberspace en Zambie.

Afrique de l'Est



Paradigm Initiative félicite le gouvernement du Sud-Soudan pour son projet de loi sur la protection des données.

Le mercredi 26 janvier, Paradigm Initiative et des partenaires partageant les mêmes idées, tels que l'Autorité nationale des communications (NCA) du Sud-Soudan et KONETA (une organisation de défense des droits numériques au Sud-Soudan), ont réuni des avocats, des journalistes, des membres de la société civile et du secteur privé, des citoyens actifs et d'autres acteurs dans le cadre d'une table ronde de plaidoyer afin de tenir des conversations et d'analyser la proposition de loi du Sud-Soudan - le projet de loi sur la protection des données, 2021 actuellement débattu au Parlement.

L'événement, soutenu par le Global Disinformation Index (GDI), visait à sensibiliser le public au contenu du projet de loi, à identifier les lacunes éventuelles et à recommander de meilleures dispositions aux législateurs et aux responsables politiques afin de garantir la protection des intérêts de la population.

Au cours de la session, l'avocat Reech Malual, consultant auprès de la NCA pour la rédaction du projet de loi sur la protection

des données au Sud-Soudan, a informé les participants que les membres du Parlement, en particulier la commission spéciale sur les questions relatives aux TIC, mettront à profit leur expertise pour garantir que le projet de loi soit soumis à la participation publique. Il a indiqué que les préoccupations de toute nature peuvent être soumises au Conseil des ministres au cours de l'un des forums de participation publique qui se tiendront à une date ultérieure.

Paradigm Initiative apprécie l'excellent travail du gouvernement dans l'élaboration de cette loi qui vise à protéger les droits numériques et l'inclusion numérique au Sud-Soudan. Nous saluons les efforts de toutes les parties prenantes qui ont travaillé à la rédaction de ce projet de loi et nous espérons qu'il verra le jour pour le bénéfice de tous les habitants du Sud-Soudan.

L'intelligence artificielle au Kenya - L'engagement des parties prenantes

Paradigm Initiative a récemment organisé une table ronde sur l'intelligence artificielle au New Sarova Stanley à Nairobi, au Kenya, afin de discuter et de valider la note de synthèse sur l'intelligence artificielle au Kenya, rédigée par Jackeline Akello. Ce document met en lumière l'intelligence artificielle au Kenya en général et identifie les lacunes du secteur de l'IA dans ce pays.

Plusieurs parties prenantes, des enthousiastes des droits numériques, des experts en intelligence artificielle, des avocats, des entreprises technologiques telles qu'Amazon, des organisations de l'écosystème numérique telles que l'Internet Society of Kenya, Article 19 Eastern Africa,

CIPIT et Active Citizens, ont convergé vers cette table ronde hybride à laquelle ont participé des personnes physiques et virtuelles. Les discussions ont porté sur la nécessité pour le Kenya de tirer parti de la révolution de l'internet, conformément à sa politique en matière de TIC.

Les participants ont échangé leurs points de vue sur le document et ont souligné certains éléments importants à ajouter. Il s'agit notamment des risques liés à l'IA, comme la création de chômage à l'ère de la robotique, des nanotechnologies et de l'internet des objets.

Cliquez [ICI](#) pour lire la note de synthèse.

Atelier sur l'élaboration des politiques de la LRD en Tanzanie



Du 14 au 17 février, Paradigm Initiative, avec le soutien du Département d'Etat américain : Bureau of Democracy, Human Rights, & Labor (DRL), a organisé un atelier d'élaboration de politiques de la société civile en Tanzanie. Le séminaire a réuni des ONG pour discuter des politiques et de la législation relatives aux

droits numériques. Des parties prenantes du monde universitaire, du secteur privé, des défenseurs, des médias, des citoyens actifs/ blogueurs et de l'autorité de régulation des communications de Tanzanie ont également contribué aux discussions.

Afrique francophone



La première cohorte de bénéficiaires de LIFE au Sénégal est diplômée

Après huit semaines de formation intensive aux technologies de l'information et à l'entrepreneuriat, 19 étudiants ont acquis des compétences dans les outils de productivité Microsoft et Google, l'efficacité de l'internet, la sécurité numérique, le marketing numérique, la conception graphique et les compétences de vie. Pour clore la formation, une cérémonie de clôture a été organisée pour faire ses adieux aux participants, et des lettres de fin de formation ont été remises.

La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des diplômes aux premières cohortes

de la formation LIFE au Sénégal et par un atelier permettant aux filles de s'immerger dans les compétences numériques.

Initié dans le cadre du programme LIFE, l'atelier de compétences numériques pour les filles a été organisé pour renforcer leurs capacités et réfléchir à l'importance de l'implication des filles dans l'espace numérique. Pendant trois jours, 33 filles ont été formées au marketing numérique et à la sécurité numérique.

Afrique de l'Ouest Anglophone



Le PIN sensibilise les acteurs grâce à son Académie des droits numériques et à sa clinique de litige

La semaine du 15 mars a vu des professionnels de plusieurs secteurs se réunir à Abuja, au Nigeria, pour la Digital Rights Academy. La Digital Rights Academy (DRA) et la Litigation Clinic sont des événements qui réunissent diverses parties prenantes afin de renforcer leur capacité à comprendre, défendre et plaider en faveur des droits numériques sur le continent.

L'événement de trois jours, qui s'est déroulé du mardi 15 mars au jeudi 17 mars, comprenait des sessions préparées pour améliorer les connaissances des professionnels de plusieurs secteurs tels que le gouvernement, les sociétés civiles, les médias, les praticiens du droit et les universités sur les questions touchant à l'espace numérique.

Le premier jour de la Digital Rights Academy a donné lieu à des conversations sur les droits numériques et ce qu'ils impliquent (y compris la confidentialité des données, les droits des femmes en ligne, la liberté d'expression et la protection des données), l'inclusion numérique des groupes défavorisés, la confidentialité et la surveillance et les interventions collaboratives pour les violations des droits numériques en utilisant

Ripoti comme étude de cas.

Le deuxième jour a examiné le lien entre les fermetures d'Internet et la liberté d'expression. Les participants ont également été initiés à la sécurité numérique dans le cadre de la sécurité des réseaux, des appareils, des applications et de la sécurité physique. La troisième session de la journée a porté sur l'impact de l'IA sur les droits de l'homme, les ramifications potentielles et les recommandations pour les problèmes identifiés. La dernière session a permis aux participants de se familiariser avec la création de coalitions, de réseaux et de plateformes dans l'espace numérique.

Le troisième jour, les praticiens du droit ont été guidés à travers le paysage juridique des droits numériques en Afrique. Il y a eu une opération de litige où les participants ont été exposés aux mécanismes pour plaider les questions de droits numériques dans les tribunaux régionaux et sous-régionaux. Dans la dernière session, les participants ont appris à préparer les demandes de liberté d'information (FOI) et leur rôle dans la défense des droits numériques.

Rapport sur les événements extérieurs

Forum mondial des données de l'ONU

Le 18 février, le directeur exécutif de Paradigm Initiative, M. Gbenga Sesan, a pris la parole lors de l'événement du Forum mondial des données des Nations unies, où il a discuté, avec d'autres panélistes, de l'exploitation de la valeur des données pour tous. En définissant les caractéristiques des systèmes de données inclusifs, il a souligné que les systèmes de données devraient être construits de bas en haut et que les données multipartites devraient tenir compte de chaque partie prenante. Le panel a recommandé aux gouverneurs de données de tenir compte de l'expérience vécue lors de la conception des systèmes et d'impliquer les personnes directement concernées par les décisions politiques. Les systèmes de données devraient également inclure des cadres juridiques et des approches innovantes, qui permettent la participation de tous.

Publications

Une approche des données basée sur les droits de l'homme

Thobekile Matimbe, responsable de la communauté de Paradigm Initiative, a rédigé un article intitulé "A Human Rights-Based Approach to Data" publié par [Responsible Data](#). L'article fait des recommandations pour une approche de la protection des données basée sur les droits de l'homme par le biais d'un traitement responsable des données qui assure la transparence des entreprises privées et la promulgation et la mise en œuvre de lois sur la protection des données. Lisez l'article complet [ici](#).

Évaluation de la protection des données au Nigeria : Un regard sur l'identité biométrique, la surveillance, le cryptage et l'anonymat, et les cybercrimes.

Ce [rapport](#) se concentre sur l'impact et l'efficacité de la protection des données au Nigeria. cadre réglementaire dans différents domaines thématiques, notamment le numérique et la biométrie identité, surveillance, cryptage et anonymat, cybercriminalité et cybersécurité, et l'enregistrement du gouvernement.

Les rôles multiformes de l'autorité de régulation dans le cadre, les défis qui militent contre Les réformes de l'application et de la réglementation, ainsi que les efforts et les réalisations du régulateur de la protection des données sont soulignés. Des recommandations sur la bonne orientation future du paysage sont également proposées. Le Nigeria Data Protection Regulation Performance Report 2019-2020 révèle que, malgré le statut en développement de la protection des données, un plan directeur est établi pour une efficacité accrue dans les années à venir.

Le cheminement législatif vers un cadre global de protection des données au Nigeria : Évaluation des tentatives réglementaires et législatives visant à promulguer une loi sur la protection des données

Ce rapport se concentre sur [le parcours législatif et réglementaire du Nigeria en vue de la mise en œuvre de la directive sur la protection des consommateurs, une législation complète sur la protection des données](#). Les recommandations, entre autres, notent qu'il est nécessaire de mettre en place un cadre juridique complet pour la protection des données personnelles au Nigeria et que la promulgation d'une telle législation devrait impliquer la collaboration du gouvernement, des experts et des parties prenantes concernées.

Le rapport constate que le gouvernement nigérian a entrepris un long parcours législatif pour adopter une législation complète sur la protection des données. En tant que pays, le Nigeria n'a pas fait preuve d'un engagement politique en faveur de la ratification ou du respect des cadres régionaux africains en matière de protection des données.

Les cadres de protection des données existants prévoient en partie des dispositions en matière de protection des données pour les Nigériens, mais ils présentent encore des lacunes qui doivent être revues. Il existe des textes de droit dérivé qui contiennent quelques dispositions relatives à la protection des données. Toutefois, comme ces cadres n'ont pas été conçus à l'origine pour réglementer la protection des données, ils contiennent des dispositions insuffisantes pour protéger les données personnelles au Nigeria.



PARADIGM
INITIATIVE

"Connecting African youth
with digital opportunities
and ensuring digital rights
for all."



What We do



PARADIGM
INITIATIVE